





# **L'AUTRE SAINTE-HÉLÈNE**



Albert Benhamou

**L'AUTRE SAINTE-HÉLÈNE**

**La captivité, la maladie, la mort,  
et les médecins  
autour de Napoléon**

ALBERT BENHAMOU PUBLISHING

Copyright © Albert Benhamou Publishing 2010

Albert Benhamou Publishing est une division d'Albert Benhamou Consulting Ltd.  
110 London Road, Apsley, Hemel Hempstead, Hertfordshire, HP3 9SD, Angleterre  
[www.lautresainthelene.com](http://www.lautresainthelene.com)

Tous droits réservés.

ISBN : 978-0-9564654-0-5

*Imprimé en Angleterre*

## INTRODUCTION

Napoléon était connu pour n'accorder guère de confiance à la médecine. Cet état d'esprit, qu'il avait conservé au long de sa vie, s'accrut à Sainte-Hélène alors que sa santé allait se dégrader. La médecine de l'époque était impuissante devant ce patient qui, au lieu d'accepter les remèdes proposés, tentait de confondre les médecins en démontrant leur ignorance au moyen de questions pertinentes. Ceux-ci n'ont toutefois pas été tout à fait inutiles durant sa captivité. Car, à défaut de procurer le secours médical salvateur à leur célèbre patient, récalcitrant et inquisiteur, ils l'ont côtoyé dans son intimité, et ont donc été des témoins privilégiés dans l'univers en vase clos que représentait Longwood, son habitation sous haute surveillance. De plus, ils sont inévitablement devenus des pions dans le bras de fer entre le prisonnier Napoléon et son geôlier, le gouverneur Hudson Lowe. Tantôt agents, informateurs, intermédiaires, et éventuellement médecins, quoique sans grand succès, ils ont surtout été les instruments de la politique d'un camp comme de l'autre. Aussi, l'étude de leur témoignage, pris sur le vif, et contrastant avec les écrits qu'ils ont quelquefois publiés après les faits, ne manque pas d'intérêt pour appréhender d'un autre œil l'histoire de la captivité de Napoléon à Sainte-Hélène.

Alors que le volet politique du chef d'état, qui laisse encore une empreinte bicentenaire, et celui, militaire, du grand capitaine, semblent avoir été épuisés par de très nombreuses études, il semble que le volet médical, lui, ne soit pas totalement clos à ce jour. On peut en effet constater que la recherche médico-historique continue de débattre sur les circonstances de sa maladie et de son décès, en explorant par exemple la thèse d'un empoisonnement, prémédité ou accidentel, et en s'interrogeant même sur le lieu réel de sa sépulture.

La controverse médicale avait déjà commencé pendant la captivité, car on accusait le climat de l'île de Sainte-Hélène d'avoir un effet néfaste sur la santé de Napoléon, et donc d'écourter son existence. Ce débat ne s'est pas arrêté au décès du grand homme, le soir du 5 mai 1821. La nuit venait alors de tomber, comme pour jeter un voile sombre sur un événement qui suscite toujours les interrogations. Depuis, elles se sont amplifiées et soulèvent les passions. Quand on songe au peu d'égard que l'infortuné captif portait lui-même à la médecine, on ne peut pas manquer de noter l'ironie de ces polémiques. Mais l'ironie n'a jamais été absente de l'histoire de sa captivité.

Aussi, pour éclairer le débat sur cette « phase finale » de la vie de Napoléon, il convenait de porter un nouveau regard sur ce qui se passait à son chevet, dans son entourage, et même derrière la scène.

Dans la mesure du possible, cet ouvrage a puisé ses sources parmi les écrits de l'époque plutôt que dans les mémoires publiés par les témoins, car ceux-ci, publiés après les faits, les ont quelquefois déformés ou occultés. L'étude historique a la chance de pouvoir tirer profit du caractère plutôt pointilleux, et unique, du gouverneur Hudson Lowe. Sa vaste correspondance occupe un nombre important de manuscrits qui forment les *Lowe Papers*. Leur consultation la plus aisée peut s'effectuer à la *British Library* de Londres. Pour leur part, le *Public Record Office*, aussi à Londres, ainsi que les Archives Nationales à Paris possèdent certains des manuscrits originaux, sans toutefois offrir la vue complète des *Lowe Papers*.

Ces archives de Lowe sont une source importante et incontournable, mais elles ne sauraient être une source suffisante, car l'ancien gouverneur avait l'habitude de peser ses mots, certainement conscient de l'impact que les rapports officiels auraient. Ainsi il recommençait plusieurs fois la rédaction d'un même document, dès qu'une phrase ou qu'un mot ne lui convenait plus, avant d'envoyer à son gouvernement la version définitive qui nous est restée. Dans cet esprit, il souhaitait imposer aux autres la façon de rédiger leurs rapports, et voulait même orienter leur contenu, ce qui ne lui réussissait pas toujours. Le major Gorrequer, témoin de premier ordre, car il était celui qui rédigeait les rapports, tenait pour sa part un journal secret dans lequel il n'hésitait pas à accuser son chef de manipuler la version officielle, ou d'exercer des pressions sur les uns et les autres pour obtenir ce qu'il souhaitait. Mais il ne faut pas non plus exclure un manque d'objectivité de la part de Gorrequer, qui méprisait et Hudson Lowe, et son bras droit, le redoutable Thomas Reade. Tout le travail historique consiste à comparer les divers témoignages, à en vérifier les circonstances, à discerner les faits véritables des simples bavardages, rumeurs et ragots, le tout pour tenter d'atteindre la vérité, ce qui n'est jamais une mince affaire et, en final, ne peut être qu'un vœu pieux.

Cette étude prend évidemment en compte les ouvrages publiés par les acteurs de Sainte-Hélène. Ces récits, mieux connus du public, et parfois rédigés au moment des faits, ont souvent été publiés des années après le décès des auteurs. Il est aisé de comprendre, d'après certains détails, que ceux-ci ne vouaient pas leurs écrits à une quelconque publication ! D'autres écrits ont cependant été publiés quelques temps après les faits, ce qui permet de leur faire bénéficier d'un examen contradictoire par les témoins encore vivants.

L'idée de cet ouvrage est née de ma curiosité sur les diverses interrogations médico-historiques et, en général, sur cette période de la vie de Napoléon, qui a permis de le découvrir dans son intimité, loin des fastes de la cour impériale qu'il avait créée. Après des recherches menées de façon personnelle, tant dans les archives que dans les bibliothèques, j'ai voulu faire partager ce que j'en avais appris. En final, cet ouvrage constitue

l'histoire de « L'autre Sainte-Hélène », celle des vérités et des mensonges, moins connus du public, avec, pour fil conducteur, ces médecins qui ont été les acteurs, volontaires ou non, des controverses au milieu desquelles ils se sont trouvés.

Pour les lecteurs qui connaissent déjà le sujet, j'exprime le vœu que ce travail leur apportera une perception nouvelle de la captivité de Napoléon, grâce à des faits et des sources qui auraient pu leur échapper lors de la lecture d'autres ouvrages quelquefois partisans, s'attachant à défendre une thèse particulière ou une autre.

Quant au grand public, il est vrai que le sujet de ce livre peut paraître bien étroit dans la vie tellement remplie du Grand Napoléon ! Et ils n'auront pas tort de penser ainsi. Le lecteur assidu se plaira toutefois à lire les anecdotes qui ont troublé l'ennui qui régnait autrement dans l'île-prison de Sainte-Hélène. Un témoin d'alors, le comte de Las Cases, avait confessé : « Les détails de Sainte-Hélène sont peu de chose ; c'est d'y être qui est la grande affaire ». Aussi, en faisant ressortir de l'oubli de la grande Histoire la petite histoire, qui constituait ce « peu de chose », j'espère que cet ouvrage permettra aux lecteurs de se replonger dans cette « grande affaire » qui excite encore les interrogations. Pour le reste, et selon une formule consacrée, je laisse au temps le soin de fixer un prix à mon effort.

Albert Benhamou

Mars 2010



## PROLOGUE

Vaincu à Waterloo le 18 juin 1815, Napoléon fut abandonné par les dignitaires qu'il avait élevés et par la bourgeoisie qui s'était enrichie sous son règne. Face à l'invasion étrangère désormais inévitable, et une guerre civile qui menaçait dans l'Ouest, Napoléon abdiqua le 22 juin.

Bénéficiant de la confiance de l'armée, sinon de ses chefs, et surtout de l'amour du peuple, il abdiqua en faveur de son fils, âgé de quatre ans. Mais l'enfant et sa mère se trouvaient aux mains de l'Autriche depuis la première abdication de 1814, et n'avaient pas même été autorisés à le rejoindre à l'île d'Elbe. Rien ne pouvait présager qu'on les laisserait venir régner en France, d'autant que, depuis son retour triomphal, Napoléon avait été déclaré ennemi public par la coalition des puissances alliées. Et son épouse avait pris son parti de n'agir qu'en concertation avec Vienne. Napoléon avait aussi appris qu'elle était tombée sous le charme de l'agent autrichien chargé de sa surveillance, le comte de Neipperg :

Toutes les nouvelles de Vienne apprenaient que l'impératrice Marie-Louise s'était prononcée pour ne pas revenir en France. L'Empereur paraissait affecté de cet abandon.<sup>1</sup>

Dans ce climat d'incertitude, un gouvernement provisoire présidé par Fouché et Lafayette prit les rênes du pouvoir afin de négocier une cessation des hostilités alors que les puissances étrangères commençaient à marcher sur Paris. Pour ne pas gêner ces négociations par sa seule présence dans la capitale, Napoléon alla s'installer à la Malmaison, où sa première épouse, Joséphine, avait expiré quelques mois plus tôt.

Napoléon considéra ses options. L'une d'elles consistait à solliciter l'asile politique en Angleterre. Mais ses frères Lucien et Joseph le persuadèrent d'aller trouver refuge aux États-Unis plutôt que de se livrer à l'ennemi. La décision fut donc prise de se rendre en Amérique. Plutôt content de voir Napoléon et ses derniers fidèles s'éloigner, Fouché promit de mettre deux frégates à leur disposition dans le port de Rochefort.

Mais rien n'allait se dérouler comme espéré.

---

<sup>1</sup> Hortense, *Mémoires de la Reine Hortense*, par le prince Napoléon, Paris, Plon, 1927.



## MAINGAULT – BILLET POUR L'AMÉRIQUE

Avant le départ, il fallait trouver un médecin pour accompagner Napoléon, et son entourage composé d'une centaine de personnes. Or le service médical de la cour impériale, comme le reste, avait fondu comme neige au soleil. Le médecin-chef, Corvisart, envoya le docteur Louis-Pierre Maingault, dans l'attente de pouvoir le remplacer par le docteur Foureau de Beauregard qui avait déjà rempli ce rôle auprès de Napoléon à l'île d'Elbe. Cependant le docteur Maingault avait accepté cette mission dans le seul but de se rendre aux États-Unis.

Napoléon quitta la Malmaison le 29 juin 1815, et se dirigea vers Rochefort. Le départ des frégates nécessitait toutefois l'octroi de sauf-conduits du gouvernement britannique, dont la flotte bloquait les ports français depuis la reprise de la guerre. Mais les plénipotentiaires, envoyés par la chambre des députés pour négocier un armistice, avaient signalé dès le 26 juin, que la capture de Napoléon allait devenir une condition nécessaire au retour à la paix :

Des conversations que nous avons eues avec les deux aides-de-camp, il résulte en définitif (et nous avons le regret de le répéter), qu'une des grandes difficultés sera la personne de l'Empereur. Ils pensent que les puissances exigeront des garanties et des précautions afin qu'il ne puisse jamais reparaitre sur la scène du monde. Ils prétendent que leurs peuples mêmes demandent sûreté contre ses entreprises. Il est de notre devoir d'observer que son évasion, avant l'issue des négociations, serait regardée comme une mauvaise foi de notre part ; et pourrait compromettre essentiellement le salut de la France.<sup>2</sup>

Le gouvernement provisoire se trouvait au pied du mur : laisser Napoléon s'échapper de France serait considéré comme un acte de belligérance. Le 29 juin, Wellington répéta la fermeté des Alliés :

S.A. [le prince maréchal Blücher] est convenue avec moi que, dans les circonstances actuelles, aucun armistice ne peut se faire tant que Napoléon Buonaparte est à Paris, et en liberté ; et que ses opérations sont dans un état tel qu'il ne peut pas les arrêter.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> Fleury de Chaboulon, Baron, *Les Cent Jours. Mémoires pour servir à l'histoire de la vie privée, du retour et du règne de Napoléon en 1815*, Roworth, Londres, 1820.

<sup>3</sup> Wellington, *The dispatches of the Duke of Wellington, 1799-1815, volume 12*, Murray, London, 1838. Lettre aux plénipotentiaires, 29 juin 1815.

Pozzo di Borgo, ennemi déclaré de Napoléon et représentant de la Russie, rapporta les propos de Wellington aux plénipotentiaires :

Avant-hier, 29, le général Andréossi, MM. Flaugergues, Boissy-d'Anglas, de Valence et La Besnardière se sont rendus en députation chez le duc [de Wellington] pour demander une suspension d'armes au nom des deux Chambres et du gouvernement provisoire, qu'ils n'osent pas appeler la régence. Le duc leur a répondu que la présence de Bonaparte à Paris, son influence sur les dispositions militaires et, en général, l'état encore incertain des affaires dans la capitale, ne permettaient pas de rétablir des rapports pacifiques avec des autorités qui se trouvaient dans une situation aussi peu caractérisée. Les députés ont offert de livrer Bonaparte et ils ont désiré savoir de quelle manière on disposerait de sa personne. Le duc a répondu qu'il le traiterait comme prisonnier de guerre, en attendant les délibérations ultérieures des Alliés. [...] En parlant de l'état futur de la France, ils ont voulu savoir si les Alliés seraient portés à reconnaître la régence. Le duc a dit qu'il n'était nullement autorisé à répondre à cette question, au nom d'aucun gouvernement, pas même du sien ; mais il a fait observer que ceux qui ont déclaré ne pas vouloir faire la paix, ni avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille, ne reconnaîtraient pas aisément un gouvernement nommé par lui comme conséquence et condition de son abdication.<sup>4</sup>

Le gouvernement provisoire avait envisagé cette position des coalisés, et avait donné des instructions à ses représentants pour exprimer, sans équivoque, leur position sur la personne de Napoléon. Wellington rapporta leurs propos au ministre de la guerre britannique, Henry Bathurst :

Les commissaires ont ensuite dit qu'ils ont toutes les raisons de penser que Napoléon a quitté Paris, et, dans le cas contraire, plusieurs solutions étaient proposées afin de s'en débarrasser, l'une étant de l'envoyer en Angleterre et l'autre auprès de son beau-père, l'empereur d'Autriche. [...] Ils ont ensuite dit qu'il était probablement parti à Rochefort pour s'embarquer vers l'Amérique, ou qu'il partirait prochainement dès qu'il entendrait l'approche des armées et avant qu'elles n'entrent dans Paris. [...] Au cours de cette conversation, ils ont ajouté que les chambres ont proclamé Napoléon II comme empereur uniquement pour concilier les officiers et soldats de l'armée qui étaient arrivés en un tel nombre après la bataille [de Waterloo] qu'ils appréhendaient de voir une guerre civile dans Paris si cette mesure n'était pas adoptée.<sup>5</sup>

Le retour triomphal de Napoléon en 1815 n'avait pas été du goût du monde des affaires et de la bourgeoisie libérale. Certains ministres impériaux avaient anticipé l'échec et avaient trahi afin de protéger leurs intérêts. Fouché, notamment, quoique ministre de Napoléon, entretenait

---

<sup>4</sup> Pozzo di Borgo, *Correspondance diplomatique du comte Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie en France, et du comte de Nesselrode, depuis la Restauration des Bourbons jusqu'au congrès d'Aix-la-Chapelle, 1814-1818*, Calmann Lévy, Paris, 1890. Rapport du 1<sup>er</sup> juillet 1815.

<sup>5</sup> Wellington, op. cit., dépêche à Bathurst, 2 juillet 1815.

secrètement des communications avec Wellington, comme le montrent les rapports :

Parmi les personnes à Paris avec qui j'ai eu des communications sur la marche de l'armée depuis la Hollande jusqu'ici [Paris], il y a [Fouché] le duc d'Otrante, à travers une personne du nom de \_\_\_\_\_ qui lui avait été présentée par monsieur \_\_\_\_\_. Ce monsieur est venu à notre quartier général à Gonesse le 4 juillet, ayant été envoyé de Paris le 3, porteur d'un message du duc d'Otrante pour demander que je précise mon désir ou mes recommandations sur ce qui devait être fait.<sup>6</sup>

Le gouvernement provisoire était ainsi prêt à lâcher Napoléon, pour ne pas entraver les négociations de paix, et faire oublier au plus vite « l'épisode » des Cent-Jours. Pour montrer sa bonne foi, il adressa le 30 juin une requête aux autorités britanniques en vue d'obtenir des sauf-conduits pour le fugitif et son entourage, annonçant, de fait, la présence prochaine de Napoléon à Rochefort, et faciliter ainsi sa capture. Alertés par cette demande, et déterminés à empêcher « Buonaparte » de causer de nouveaux malheurs à l'Europe, les Anglais mirent aussitôt en place, le 1<sup>er</sup> juillet, un dispositif pour surveiller les côtes de la Manche et de l'Ouest, en renforçant leur flotte qui était sous les ordres de l'amiral Keith. Les côtes de l'Ouest, sous la responsabilité de l'amiral Hotham, disposaient de quelques bâtiments qui bloquaient les passages maritimes autour du port de Rochefort. Napoléon y arriva le 3 juillet, alors que Paris se préparait à ouvrir ses portes aux « libérateurs ». Les sauf-conduits étant toujours absents, Napoléon devait considérer de nouvelles options, car son séjour sur le sol français devenait précaire. En effet, de nouveaux ordres réclameraient, fatalement, de la part des autorités locales, sa capture !

Le 8 juillet, une consultation se tint avec les capitaines des deux frégates de Rochefort, Philibert pour la *Saale* et Ponée pour la *Méduse*<sup>7</sup>, pour estimer la possibilité de forcer le blocus anglais. En face des deux frégates, la flotte anglaise se composait du *Bellérophon*, vaisseau de 74 canons, de second rang, et de quelques bâtiments légers. Quant au capitaine Maitland, commandant de cette escadre, il reçut des ordres clairs, le 8 juillet, qui précisaient les intentions de son gouvernement :

Hier soir, après le départ de l'*Opossum*, le *Ferret* m'a apporté de la part de Lord Keith la nouvelle que, dans la nuit du 30, le gouvernement avait reçu des dirigeants de la France une requête pour un passeport et un sauf-conduit destinés à permettre à Buonaparte de se rendre en Amérique. La réponse a été négative, ce qui implique un redoublement de vigilance en vue d'arrêter Buonaparte. [...] Certainement, Buonaparte n'est pas parti ; il a dû attendre la réponse de notre gouvernement. [...] Je compte vous voir

<sup>6</sup> Wellington, *ibid.*, dépêche à Bathurst, 8 juillet 1815.

<sup>7</sup> La *Méduse* s'échouera plus tard, le 2 juillet 1816, au large du Sénégal, et deviendra le sujet du célèbre tableau de Géricault : *Le radeau de la Méduse*.

recourir aux meilleurs moyens pour arrêter le fugitif. De sa captivité dépend, semble-t-il, le repos de l'Europe.<sup>8</sup>

Le même jour, Louis XVIII arrivait à Paris, après la démission du gouvernement provisoire la veille. Le roi nomma Talleyrand et Fouché, ou encore « l'association du vice et du crime » selon le mot foudroyant de Chateaubriand, comme premier ministre et ministre de la police respectivement. Le choix de Talleyrand était naturel, compte tenu qu'il avait épousé la cause de Louis XVIII depuis 1814, et avait été son représentant au congrès de Vienne. Celui de Fouché, sans doute réclamé comme une faveur par Wellington, pour récompenser sa trahison, choqua l'esprit des observateurs ordinaires. Car l'ancien conventionnel, qui avait mené la répression sanglante de Lyon pendant la Terreur, était passé chef de la police impériale et avait déjoué de nombreux complots royalistes :

« On peut excuser Talleyrand pour la raison qu'ayant été créé par le régime des Bourbons, il est retourné à la place qu'il avait occupée avant la Révolution. Mais Fouché, souillé par toutes sortes de crimes, trempé dans le sang, quel intérêt pouvait-il avoir aux yeux des Bourbons ? »<sup>9</sup>

Le retour du roi à Paris décida Napoléon à quitter le sol français. Le départ eut lieu à partir de Fouras, petit port à l'estuaire de la Charente. Avec émotion, Saint-Denis, le « mameluck » de Napoléon, raconta :

À cinq heures dix minutes [du soir], il quitta la terre de France au milieu des cris de regret de toutes les populations des environs accourues sur le rivage au bruit de son départ dans l'espérance de le retenir par les larmes de leur désespoir. La mer était houleuse. Le vent soufflait avec force, l'atmosphère était brumeuse.<sup>10</sup>

Après une nuit à bord de la *Saale*, Napoléon s'installa à l'île d'Aix. Le 10 juillet, on engagea des pourparlers avec le capitaine Maitland afin de sonder les intentions anglaises. Savary<sup>11</sup> lui annonça que Napoléon avait décidé de « rentrer dans l'ombre » et de ne plus s'immiscer dans les affaires de l'Europe :

« S'il en est ainsi, dis-je, pourquoi ne pas demander asile à l'Angleterre ? »

---

<sup>8</sup> Maitland, Frederick Lewis, *Narrative of the surrender of Buonaparte and his residence on board HMS Bellerophon*, London, 1826. Cet ouvrage a été traduit en français, sous le titre : *Napoléon à bord du Bellérophon*, Plon, Paris, 1933.

<sup>9</sup> Biddle, Edward, *Joseph Bonaparte, as recorded in the private journal of Nicholas Biddle*, *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, Vol. 55, No. 3, 1931. Propos tenus aux Etats-Unis par Joseph Bonaparte lors d'un dîner le 10 janvier 1818.

<sup>10</sup> Saint-Denis, Louis-Etienne, *Mameluck Ali, Souvenirs sur l'empereur Napoléon*, Arléa, Paris, 2000.

<sup>11</sup> Proche de Napoléon, il avait été ministre de la police lors de l'affaire du duc d'Enghein. Bénéficiant de la clémence royale lors de la première restauration, il avait ensuite repris du service aux Cent-Jours. Il avait donc à craindre le retour des Bourbons.

« Plusieurs raisons s'opposent à ce qu'il souhaite se fixer en Angleterre, a répondu le général, le climat y est trop humide, trop froid ; la France trop proche. En fait, il se trouverait au centre de tout changement, de toute révolution qui pourrait se produire et il inspirerait la suspicion. Il a été accoutumé à tenir les Anglais pour ses ennemis invétérés ; de leur côté, ceux-ci ont été conduits à le regarder comme un monstre dépourvu de toute humanité. »<sup>12</sup>

Ainsi Maitland, de son propre aveu, avait suggéré l'asile politique en Angleterre, malgré l'ordre qu'il avait reçu de considérer « Buonaparte » comme un fugitif à capturer à tout prix. De fait, après sa suggestion, Napoléon considéra à nouveau l'option d'un asile politique auprès de son pire ennemi. Dans son entourage, Gourgaud, Las Cases et Bertrand y étaient favorables, contre l'avis de Montholon, Savary et Lallemand.

Le 12 juillet, alors que Rochefort montrait toujours le drapeau tricolore, le drapeau blanc flottait déjà sur La Rochelle. Le temps pressait pour une décision. Le parti qui conseillait de se rendre en Angleterre se raffermissait, mais Napoléon restait dans l'incertitude. Jusque dans la nuit du 13 juillet, il écoutait encore les propositions de fuite qu'on lui soumettait. Un plan avait même été échafaudé pour s'éloigner des côtes au petit matin, à l'aide d'un chasse-marée, et rejoindre un navire en haute mer.

Enfin, à l'aube du 14 juillet<sup>13</sup>, il décida d'écarter toute option qui le ferait tomber au rang de fugitif. Il préférait sauver l'honneur, si ce n'était la liberté, et confier son sort à la Providence. Une goélette emmena Las Cases et Lallemand auprès de Maitland pour s'enquérir, une dernière fois, au sujet des sauf-conduits. Maitland leur déclara faussement qu'il n'avait rien reçu à ce sujet, alors que ses instructions étaient clairement d'arrêter « Buonaparte ». Au cours du déjeuner, Maitland mentit à nouveau aux Français :

J'estime cependant que je puis me risquer à recevoir Buonaparte<sup>14</sup> pour le transporter en Angleterre ; mais s'il adopte ce plan, je ne puis prendre aucun engagement en ce qui concerne la réception qui lui serait faite parce que, même dans l'hypothèse que je viens de mentionner, j'agis sous ma propre responsabilité, sans certitude d'être approuvé par le gouvernement britannique. [...] J'étais sans instructions qui pussent me guider et, naturellement, j'ignorais les intentions des ministres de Sa Majesté.<sup>15</sup>

En publiant son ouvrage plusieurs années après les faits, Maitland avait sans aucun doute cherché à se disculper de toute responsabilité dans cette

---

<sup>12</sup> Maitland, op. cit..

<sup>13</sup> Le 14 juillet n'était pas encore la Fête Nationale.

<sup>14</sup> Maitland avait sûrement utilisé le titre « Empereur Napoléon » dans sa conversation, autrement les Français auraient douté des intentions anglaises.

<sup>15</sup> Maitland, op. cit..

page de l'Histoire. Dans une réfutation, Las Cases précisa cependant le propos qui avait précisément trompé leurs attentes :

Le capitaine anglais [...] ajouta que si l'Empereur voulait dès cet instant s'embarquer pour l'Angleterre, il avait *autorité* de le recevoir pour l'y conduire.<sup>16</sup>

Le jour même, Maitland rapporta à sa hiérarchie cette visite, tout en faisant référence à ses ordres secrets qui prouvent que cette *autorité*, qui avait induit les Français en erreur, était plutôt celle d'user de tous moyens pour se saisir de « Buonaparte » :

Pour information à Mes Lords Commissaires de l'Amirauté. Je dois vous faire part que le comte Las Cases et le général Lallemand<sup>17</sup> sont venus aujourd'hui à bord du vaisseau de Sa Majesté sous mon commandement avec une proposition pour que j'y reçoive Napoléon Bonaparte. Il a l'intention de s'en remettre à la générosité de Son Altesse Royale, le Prince Régent. Me considérant autorisé par les ordres secrets de Mes Lords, j'ai accepté la proposition et il doit embarquer à bord de ce vaisseau demain matin. Afin d'éviter tout malentendu, j'ai expliqué de façon claire et explicite au comte Las Cases que je n'ai absolument aucune autorité de leur accorder quelque condition que ce soit, mais que la seule chose que je puisse faire est de le transporter avec son entourage en Angleterre, pour être reçu de la manière dont Son Altesse Royale jugera expédiente.<sup>18</sup>

Au retour des émissaires, Napoléon se décida pour l'option de l'asile politique. D'après Montholon, il avait déjà exprimé à Hortense un point de vue en ce sens, avant même de quitter Malmaison :

« Me donner à l'Autriche, jamais ; elle a retenu ma femme et mon fils. Me donner à la Russie, ce serait me donner à un homme. Me donner à l'Angleterre, ce sera me donner à un peuple. »<sup>19</sup>

On essaya, en vain, de le convaincre de renoncer à ce projet :

« Et vous, madame de Montholon, me dit le duc [de Rovigo], qu'est-ce que vous en pensez ? Comment croyez-vous qu'ils nous traiteront ? » J'étais sans doute bien inspirée quand je lui répondis : « On commencera par des révérences et on finira par des verrous. » Hélas ! Nous n'avons même pas eu les révérences !<sup>20</sup>

---

<sup>16</sup> Barthe, *Réfutation de la relation du capitaine Maitland etc.*, Charles-Béchat, Paris, 1827.

<sup>17</sup> Il s'agissait de Savary qui, peut-être, s'était annoncé comme Lallemand, pour éviter une capture éventuelle, du fait de son rôle durant l'Empire.

<sup>18</sup> Lettre parue dans la *London Gazette* du 25 juillet 1815, de Maitland à Croker, en date du 14 juillet 1815, reproduite dans le *Times* du 26 juillet.

<sup>19</sup> Montholon, *Récits de la Captivité de l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène*, Paulin, Paris, 1847. Cet ouvrage, rédigé bien après les faits, a travesti la vérité sur quelques points.

<sup>20</sup> Montholon, comtesse de, *Souvenirs de Sainte-Hélène, 1815-1816, publiés sous les auspices du vicomte de Kergoualer, son petit-fils*, par le comte Fleury, Emile Paul, Paris, 1901. Ces souvenirs ont été réédités, et augmentés, en 2002 par Candé-Montholon.

Le soir même, Las Cases se rendait de nouveau auprès de Maitland pour lui communiquer la décision de Napoléon. Gourgaud l'accompagnait afin d'être envoyé en Angleterre pour y porter une lettre au Prince Régent :

Altesse Royale,  
 En butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens comme Thémistocle m'asseoir sur le foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de votre Altesse Royale, comme au plus puissant, au plus constant et au plus généreux de mes ennemis.  
 Napoléon.<sup>21</sup>

Beaucoup admirèrent la grandeur de cette lettre. Quant aux détracteurs, ils constatèrent que Napoléon voulait continuer de vivre comme un Grec plutôt que de mourir comme un Romain. Le cabinet de Londres n'eut cependant pas la générosité d'Artaxerxès en cette heure historique : après avoir été l'ennemi de Napoléon, il opta pour devenir aussi son bourreau.

Maitland affréta un navire de son escadre pour envoyer Gourgaud en Angleterre. Sa mission allait évidemment échouer. Il se rendit amèrement compte qu'ils avaient tous été bernés sur les intentions anglaises. Plus tard, il déclarera :

Cet officier [Maitland] nous assura qu'il avait l'ordre d'accueillir l'Empereur à son bord, s'il voulait s'y rendre, et de le conduire en Angleterre, et que toutes les facilités me seraient faites pour me permettre de conduire ma mission. [...] Arrivé à Plymouth le 22, je fus refusé de débarquer et l'amiral Keith [...] m'expédia à Torbay où toute communication avec la côte me fut interdite.<sup>22</sup>

Napoléon se rendit à bord du *Bellerophon* le matin du 15 juillet. Le premier ministre britannique, Lord Liverpool, écrivait le même jour à Castlereagh, son plénipotentiaire auprès des Alliés :

Je désire vous instruire de nos sentiments concernant Buonaparte. Si vous réussissez à vous saisir de sa personne, et si le roi de France ne se sent pas suffisamment fort pour le traduire en justice pour rébellion, nous sommes prêts à prendre la responsabilité de sa détention au nom des puissances alliées, et nous pensons vraiment que cela serait mieux si nous nous en chargeons plutôt que toute autre membre de la coalition. [...] À présent, nous penchons fortement vers l'opinion que le meilleur endroit de détention serait à distance de l'Europe, et que le Cap de Bonne Espérance ou Sainte-Hélène seraient les endroits les plus appropriés à cet effet.<sup>23</sup>

---

<sup>21</sup> Maitland, op. cit.

<sup>22</sup> *Love Papers*, ADD 20115, 20 avril 1816.

<sup>23</sup> Liverpool, *The Life and Administration of Robert Banks, Second Earl of Liverpool*, par Charles Duke Yonge, London, 1868. Lettre de Liverpool à Castlereagh, 15 juillet 1815.

Lord Liverpool confirma ensuite le choix définitif de Sainte-Hélène, après l'avis donné par Lord Melville, chef de l'Amirauté :

Depuis ma dernière lettre, Lord Melville et moi-même avons eu une conversation avec M. Barrow [Secrétaire de l'Amirauté] à ce sujet, et il a tout à fait recommandé Sainte-Hélène comme endroit du monde le plus approprié pour la détention d'un tel personnage. Il y a une bonne citadelle dans laquelle il peut résider ; l'endroit est particulièrement sain ; il n'y a qu'un point d'ancre autour de l'île et nous avons le pouvoir d'exclure tout navire neutre, si nous le pensons nécessaire. À une telle distance, et dans un tel lieu, toute intrigue deviendrait impossible ; et, étant si éloigné des affaires européennes, il serait très vite oublié. [...] En conclusion, nous espérons que le roi de France pourra pendre ou fusiller Buonaparte, car c'est le meilleur moyen de mettre fin à cette affaire ; mais, si ceci s'avère impraticable, et si les Alliés désirent que nous nous chargions de sa détention, il sera raisonnable de nous laisser juger des moyens par lesquels cette détention puisse être efficace.<sup>24</sup>

Les marins anglais, qui ne connaissaient pas les ordres secrets de leur capitaine, offrirent un accueil respectueux à « l'empereur Napoléon ». Maitland, voulant donner le change, et laisser à d'autres la tâche d'annoncer les mauvaises nouvelles, lui céda sa propre cabine. Les officiers français notèrent la prévenance de leurs homologues anglais à leur égard. Tout se déroulait comme ils l'avaient espéré et, le 16 juillet, ce vent d'optimisme souffla dans les voiles et emporta tout le monde vers les côtes anglaises.

Le *Bellerophon* mouilla en face de Torbay au matin du 24 juillet et Gourgaud y fut aussitôt transbordé. Il rendit compte de l'échec de sa mission. De son côté, Maitland reçut les directives de l'amiral Keith : empêcher toute communication des Français avec la terre et attendre les instructions. L'épisode de Rochefort tournait mal. Mais la nouvelle de l'arrivée de *Boney*<sup>25</sup> se répandit aussitôt dans les alentours, et la mer se couvrit bientôt d'embarcations de toutes sortes à bord desquelles les curieux espéraient apercevoir le personnage qui avait tenu le monde en haleine deux décennies durant. Cet engouement populaire conforta les Français dans l'espoir que la nation anglaise était favorable à accueillir Napoléon en son sein, et forcerait ainsi la décision du gouvernement britannique. D'autant que la lettre de Napoléon au Prince Régent fut publiée par les journaux du 25 juillet, renforçant l'enthousiasme envers l'ennemi d'hier :

Je viens de recevoir d'Angleterre les journaux du 25. La lettre de Boney au Prince [...] lui assurera au moins [l'Ordre de] la Jarretière.<sup>26</sup>

<sup>24</sup> Liverpool, op. cit., lettre de Liverpool à Castlereagh, 20 juillet 1815.

<sup>25</sup> C'est le diminutif que les Anglais donnaient à « Buonaparte ».

<sup>26</sup> Creevey, Thomas, *Creevey's Life and Times, A further selection from the correspondence of Thomas Creevey*, edited by John Gore, Murray, London, 1934. Lettre du major Hamilton à Creevey, 28 juillet 1815.

Cependant, la décision était prise, depuis le 20 juillet, d'envoyer Napoléon à l'île de Sainte-Hélène. Un certain Hudson Lowe, en poste à Marseille, allait bientôt recevoir la nomination suivante :

Le Prince Régent ayant gracieusement approuvé ma recommandation d'ordonner votre rappel de France, afin de vous charger de Napoléon Bonaparte qui s'est lui-même constitué prisonnier à la disposition de Son Altesse Royale, je désire que, dès réception de cette dépêche, vous passiez les commandes des troupes britanniques sur Marseille à l'officier qui suit votre rang [...] et que vous vous rendiez à Londres avec toute la célérité possible.<sup>27</sup>

Du même âge que Napoléon, Hudson Lowe avait, lui aussi, embrassé tôt la carrière militaire. Officier issu du rang, son profil offrait de nombreux avantages pour la tâche qu'on lui confiait. Il avait l'expérience de la défense des îles, acquise en Italie, en Corse et aux Iles Ioniennes, et ce malgré sa reddition de Capri imputable à un manque de soutien de la marine. Il avait été administrateur militaire, et avait dirigé une milice en Corse : les *Royal Corsican Rangers*. En outre, il parlait parfaitement le français et l'italien. Hudson Lowe était alors affecté au front de la Méditerranée, région qu'il connaissait bien mais qui, étant éloignée du lieu principal des hostilités de 1815, n'offrait guère de possibilités de promotion à sa carrière.

Le ministre Bathurst était issu de l'aristocratie anglaise et d'une famille de grands commis de l'état. Discret au sein du gouvernement conservateur britannique, il tenait néanmoins un poste des plus importants, celui de la guerre et des colonies. Au cours du règne de Napoléon, il était dans le camp des durs. Proche de Wellington, il aura l'honneur d'être le seul civil invité chaque année à la table du duc, pour fêter l'anniversaire de la victoire de Waterloo<sup>28</sup>. Depuis mai 1812, le gouvernement conservateur avait repris le pouvoir après que leurs prédécesseurs du parti libéral *Whig* aient suivi une politique de paix. Ce changement politique s'était opéré à un moment inopportun pour Napoléon, quelques semaines avant le départ de sa funeste campagne de Russie. Bathurst avait su exploiter le désastre militaire qui s'ensuivit, en organisant une alliance de nations, la plus grande jamais montée contre la France, qui, par une action concertée, finit par renverser l'Empire en 1814.

Bathurst était marié à Georgina Lennox, nièce du duc de Richmond et cousine de Charles James Fox, un politicien libéral mort en 1806, qui avait été un artisan de la paix avec Napoléon. Ainsi l'épouse de Bathurst était issue d'une famille à forte tradition *Whig*, ce qui fait que la famille Bathurst était influencée par les deux bords de l'échiquier politique. Un de leurs fils,

---

<sup>27</sup> *Lowe Papers*, ADD 20114, lettre de Bathurst à Hudson Lowe, 24 juillet 1815.

<sup>28</sup> Dans le tableau *The Waterloo Banquet*, peint par Salter, Bathurst, seul participant en civil, est représenté à la deuxième place à la droite de Wellington.

Seymour, aide de camp de Wellington, se trouvait à Paris lorsqu'il apprit ce qu'on considérait alors comme une reddition de Napoléon. Il exprima à ses parents le souhait que le captif soit traité avec tous les égards<sup>29</sup>.

Dans son cabinet, Bathurst avait deux secrétaires : Henry Bunbury aux affaires militaires et Henry Goulburn aux colonies. Il semble que ce soit Bunbury qui, s'étant lié d'amitié avec Hudson Lowe lors d'un service en Sicile, ait suggéré son nom pour le poste de Sainte-Hélène. Bathurst savait cependant que Wellington n'appréciait pas Lowe, car il avait eu à s'en plaindre lors de la campagne de 1815, avant la bataille de Waterloo. En effet, vers la fin de sa vie, le duc racontera cette circonstance en privé :

« Concernant Lowe, c'est un sacré crétin ! Lorsque je m'étais rendu à Bruxelles en venant [du congrès] de Vienne en 1815, je l'ai trouvé en charge de l'intendance de l'armée, et ce sacré crétin prétendait me donner des instructions sur l'équipement militaire, tout en m'indiquant les Prussiens comme modèle. Aussi je me suis senti obligé de lui dire que j'avais commandé une armée bien plus grande que celle de n'importe quel général prussien et que je n'avais rien à apprendre sur leur façon d'équiper une armée. J'avais pensé que ceci l'aurait stoppé, mais peu de temps après, le sacré bonhomme était de nouveau après moi au sujet de l'équipement etc. des Prussiens, de sorte que je fus obligé d'écrire au gouvernement pour me plaindre à son sujet, et l'on a été assez bon pour me le retirer. »<sup>30</sup>

Aussi, le ministre, anticipant quelque réticence de la part de Wellington, crut bon de justifier ce choix :

Je ne crois pas que nous aurions pu trouver un individu avec un rang militaire aussi convenable et prêt à accepter un poste présentant tant de restrictions et de responsabilités, et offrant une telle exclusion de la société.<sup>31</sup>

Le 26 juillet, l'escadre de Maitland quittait Torbay pour se diriger à l'ouest, éloignant les Français encore plus de Londres. Le doute n'était désormais plus permis : le Prince Régent n'offrirait pas l'asile politique. Et déjà les journaux anglais mentionnaient l'île de Sainte-Hélène... Dans la rade de Plymouth, les Français constatèrent la même curiosité populaire qu'à Torbay : la mer se couvrit rapidement d'une multitude d'embarcations et les autorités durent cette fois les tenir à l'écart de façon musclée. Par crainte d'un acte désespéré de la part des Français, on prit aussi la précaution de les séparer en trois groupes : les uns restèrent sur le *Bellerophon* avec Napoléon, alors que les autres furent transbordés sur l'*Eurotas* et la *Liffey*. Puis ce fut l'attente d'une notification officielle.

<sup>29</sup> Thompson, Neville, *Earl Bathurst and the British Empire*, Leo Cooper, 1999. Lettre de Seymour Bathurst à sa mère, 22 juillet 1815, Cirencester Papers.

<sup>30</sup> Creevey, Thomas, *The Creevey's Papers, edited by sir Herbert Maxwell*, New-York, 1903. Memorandum d'une discussion avec le duc de Wellington en septembre 1818.

<sup>31</sup> Liverpool, op. cit., lettre de Bathurst à Wellington, 24 juillet 1815.

Le 30 juillet, Bathurst envoya une dépêche à l'Amirauté, demandant la fermeture de l'île de Sainte-Hélène à tout bâtiment de passage. L'amiral George Cockburn, chargé d'y accompagner Napoléon et sa suite, reçut une liste de 26 instructions précisant les modalités de leur détention, ainsi que le cas d'une maladie du captif, et même de son décès éventuel :

8. Dans l'éventualité de son décès, la disposition de ses biens sera déterminée par son testament et il devra être rassuré que l'on s'en occupera strictement.

[...]

25. S'il venait à tomber gravement malade, le gouverneur et l'amiral devront chacun envoyer un médecin qui ait leur confiance, pour être au chevet du général, en plus de son propre médecin, et leur ordonner d'établir séparément un rapport journalier sur l'état de sa santé.

26. En cas de décès, l'amiral donnera des ordres pour que son corps soit rapatrié en Angleterre.<sup>32</sup>

Le 31 juillet au matin, Bunbury et l'amiral Keith, accompagnés d'un autre fils de Bathurst, William, âgé de 24 ans et membre du parlement, se rendirent auprès de Napoléon pour lui annoncer sa déportation à Sainte-Hélène. Ils lui remirent un document qui expliquait ce choix :

Ce serait à l'opposé de nos devoirs envers notre pays et envers les alliés de Sa Majesté de laisser au général [Buonaparte] le moyen ou l'occasion de troubler à nouveau la paix de l'Europe ; aussi est-il absolument nécessaire de restreindre sa liberté personnelle autant que peut l'exiger cette première et importante obligation. L'île de Sainte-Hélène a été choisie pour qu'il y réside à l'avenir ; le climat y est sain ; sa situation permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence que l'on ne pourrait le faire en tout autre lieu où il aurait fallu prendre des précautions indispensables pour assurer sa garde.<sup>33</sup>

Bunbury se remémorera ce moment :

J'étais jeune à l'armée lorsque, à peine de neuf ans mon aîné, Napoléon avait conquis l'Italie et dicté une paix à l'Autriche. Dix-neuf ans plus tard, je livrais en ses mains la sentence de son emprisonnement perpétuel.<sup>34</sup>

Napoléon était autorisé à être accompagné de trois officiers et de douze domestiques. Son choix devait cependant exclure Savary et Lallemand qui devaient être traduits devant un conseil de guerre en France, d'après la proclamation du 24 juillet 1815 qui donnait la liste des officiers accusés de trahison envers Louis XVIII, pour s'être ralliés à Napoléon lors des Cent-Jours. Cette loi déclencha l'esprit de revanche des « Ultras » et provoqua la « Terreur Blanche ». Le 2 août, alors que le maréchal Brune était

<sup>32</sup> *Lowe Papers*, ADD 20114, 30 juillet 1815.

<sup>33</sup> Maitland, op. cit.

<sup>34</sup> Bunbury, Henry, *Memoir and Literary Remains of Lieutenant-General Sir Henry Edward Bunbury*, Spottiswoode, London, 1868.

sauvagement assassiné par une foule royaliste à Avignon, les Alliés réunis à Paris mettaient la touche finale à une convention définissant le statut de leur prisonnier. Les articles, décidés par Metternich, Castlereagh et Wellington, s'efforçaient de donner un aspect légal à cette détention extraordinaire. Les points principaux étaient :

- Napoléon Bonaparte est considéré comme prisonnier des puissances alliées.
- Sa détention est confiée au gouvernement britannique, qui seul choisira son lieu de détention.
- Les cours d'Autriche, de Russie et de Prusse, pourront assigner un commissaire représentant leur gouvernement respectif en vue de s'assurer de la détention de Napoléon Bonaparte.
- Sa Majesté Très Chrétienne<sup>35</sup> pourra aussi envoyer un commissaire français.<sup>36</sup>

Le 4 août, le *Bellérophon* s'appêtant à appareiller, Napoléon rédigea une protestation pour dénoncer la « perfidie » anglaise :

Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler à l'Europe de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté ; la foi britannique se trouverait perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.  
J'en appelle à l'Histoire ; elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois ; quelle preuve plus éclatante pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ? Mais comment répondit-on, en Angleterre, à une telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola.<sup>37</sup>

La consternation régnait parmi l'équipage du *Bellérophon* qui, ayant accueilli l'empereur déchu avec générosité, voyaient leur nom à jamais flétri par sa protestation devant l'Histoire :

Les tyrans bannis de chaque pays ont trouvé leur chemin en Angleterre. Ils y ont été reçus à bras ouverts, ainsi que logés et rémunérés. [...]  
Mais il semble que, dans ce cas-ci, malgré le formidable revers de fortune qui amena l'esprit supérieur de ce temps sur nos rivages, nous ayons renoncé à notre caractère généreux et ayons agi de concert avec nos alliés du continent qui, tremblant de peur, même à l'heure de son plus profond abatement, frémissaient encore à son nom et qui, comme les Romains envers Hannibal, pensaient qu'ils ne seraient jamais saufs tant qu'il n'aurait pas un lieu de repos au dessous du sol. [...]  
Castlereagh et sa Sainte Alliance n'avaient pas une telle idée de générosité. [...] Notre nom restera taché d'infamie jusqu'à la nuit des temps ; et plus la

---

<sup>35</sup> Le titre du roi de France, à la façon 'Ancien Régime'.

<sup>36</sup> *Lowe Papers*, ADD 20114, Convention du 2 août 1815 à Paris.

<sup>37</sup> Maitland, op. cit.

personne de Napoléon gagnera sa véritable place dans l'Histoire, plus notre conduite paraîtra ignoble.<sup>38</sup>

Le 6 août, le *Bellérophon* arriva au point de rencontre en mer avec le *Northumberland*, vaisseau de l'amiral Cockburn, qui devait accompagner Napoléon à Sainte-Hélène. Dans le choix des officiers amenés à le suivre, Napoléon souhaita inclure Planat, qu'il avait promu officier d'ordonnance à son retour de l'île d'Elbe, plutôt que Gourgaud, quoique mieux gradé, en tant que premier officier d'ordonnance. Ce dernier avait utilisé ses relations familiales lors de la première restauration pour bénéficier de la faveur royale et obtenir un emploi<sup>39</sup>. S'étant ensuite rallié à Napoléon pendant les Cent-Jours, il craignait sans doute le courroux royal s'il rentrait en France, et préférait encore l'exil. Par chance pour lui, Planat se trouvait à bord de l'*Eurotas*, alors que lui était auprès de Napoléon sur le *Bellérophon*. Alors, il vociféra tant et si bien qu'il obtint de remplacer Planat. Ce dernier n'apprendra le choix initial de Napoléon en sa faveur qu'en 1818. Quant à Gourgaud, probablement dans l'espoir d'un pardon royal, qui lui permettrait de revenir un jour en France, il écrivit cette lettre surprenante à Lord Keith avant son départ :

Milord, l'honneur m'ayant prescrit de ne point quitter dans son infortune l'empereur Napoléon, je l'accompagne à Sainte-Hélène, mais ma tendresse pour ma famille et mon attachement pour mon pays me font prévoir l'époque à laquelle il me sera impossible de résister au besoin de venir retrouver ma mère infirme et très âgée. Je prie donc Votre Seigneurie de bien vouloir faire connaître ma position au ministère de Son Altesse Royale le Prince Régent et m'obtenir la permission de retourner en Europe le jour où je déclarerai au gouverneur de Sainte-Hélène être dans l'intention de cesser mon service auprès de l'empereur Napoléon.<sup>40</sup>

Le docteur Maingault, lui, déclara nettement ne pas vouloir se rendre à Sainte-Hélène. Il n'avait accepté de suivre le cortège impérial que dans le but de se rendre aux États-Unis. Mais vivre dans une île-prison au beau milieu de l'Atlantique Sud ne rentrait pas dans ses plans. L'abandon de ce médecin, qui lui était inconnu, ne gêna pas Napoléon. Mais il n'en était pas de même pour son entourage :

Le chirurgien Maingault était resté sur le *Bellérophon*. Ce misérable a quitté l'Empereur au moment du départ pour Ste-Hélène, lui qui avait eu le bonheur d'être admis à le suivre ; l'honneur auquel des centaines de docteurs et chirurgiens aspiraient. Ce n'est rien pour l'Empereur qui n'a point de confiance en la médecine et qui n'en prend jamais, mais c'était une

---

<sup>38</sup> Home, George, *Memoirs of an Aristocrat*, Edinburgh, 1837, chapitre IV. Home était cadet de marine à bord du *Bellérophon*.

<sup>39</sup> La mère de Gourgaud avait été la couveuse du duc de Berry avant la Révolution.

<sup>40</sup> Macé, Jacques, *Le général Gourgaud*, Nouveau Monde, 2006. Lettre du 7 août 1815.

perte pour les dames ; ce misérable Maingault s'est voué au mépris général.  
[...]

Napoléon disait que la seule médecine pour lui, quand il se trouvait indisposé était une grande partie de chasse à Fontainebleau où il fatiguait huit chevaux dans une journée. En voyage et en campagne, il n'était jamais malade. Son corps comme son âme sont extraordinaires et supérieurs aux circonstances. Il n'y a que la faute d'exercice qui lui peut nuire, comme c'est le cas à Ste-Hélène.<sup>41</sup>

On proposa alors cette charge au médecin du *Bellerophon*, Barry O'Meara. Napoléon avait pu apprécier ce docteur irlandais qui semblait s'intéresser au sort des Français, et les avait déjà soignés de leurs maux de mer. O'Meara accepta l'offre, avec l'aval de l'amiral Keith.

Cipriani, le maître d'hôtel, ainsi que les domestiques du service impérial, se rendirent à bord du *Northumberland* afin de préparer l'installation de leur maître. Informateur astucieux qui comprenait l'anglais, il eut une conversation avec l'amiral Cockburn qui lui dit :

... qu'à Sainte Hélène, l'Empereur et sa suite seront gardés très étroitement ; qu'à la vérité rien ne leur manquera, mais qu'ils ne pourront sortir d'une forteresse qui leur sera assignée pour prison, et qu'ils ne doivent guère espérer de jamais revoir la France.<sup>42</sup>

Le 7 août fut le jour de la séparation. On fouilla les effets de ceux qui allaient suivre le captif, saisissant argent et armes.

Les officiers supérieurs, Savary, Lallemand et Planat, furent envoyés en prison à Malte. Quant aux autres, ils furent renvoyés à Plymouth où ils arrivèrent le lendemain. Tout le monde resta à bord, sans autorisation de communiquer avec la terre, jusqu'à ce que la décision réglant leur sort soit prise. Le 16 août, ils furent autorisés à rentrer en France, et débarquèrent au Havre le 20 août. Le docteur Maingault se trouvait parmi eux. L'Empire jouait un dernier acte que Victor Hugo résumera en ces mots :

Oui, l'aigle, un soir, planait aux voûtes éternelles,  
Lorsqu'un grand coup de vent lui cassa les deux ailes ;  
Sa chute fit dans l'air un foudroyant sillon ;  
Tous alors sur son nid fondirent pleins de joie ;  
Chacun selon ses dents se partagea la proie ;  
L'Angleterre prit l'aigle, et l'Autriche l'aiglon.<sup>43</sup>

---

<sup>41</sup> *Wilson Papers*, ADD 30142, Lettre de Piontkowski à sir Robert Wilson, 1817.

<sup>42</sup> Planat, *Vie de Planat de la Faye, Souvenirs, lettres et dictées, recueillies et annotées par sa veuve*, Paul Ollendorff, Paris, 1895.

<sup>43</sup> Hugo, Victor, *Les Chants du Crépuscule*, Napoléon II, août 1832.